

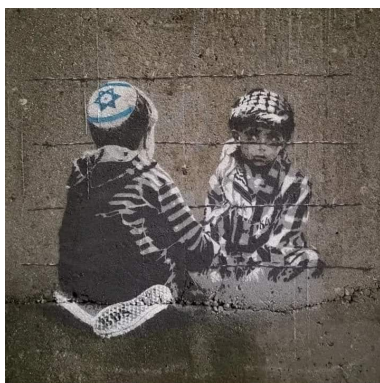
<http://divergences.be/spip.php?article277>



Pierre Liebrecht

Le chaos palestinien

- Aujourd'hui - Israël/Palestine ou l'inverse - Israël-Palestine -



Date de mise en ligne : mardi 27 février 2007

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

En septembre dernier j'écrivais ici même ce qui suit : "L'étouffement de la Palestine par un blocus financier israélien amènerait une explosion dans les territoires occupés, donc une intervention militaire généralisée de Tsahal."

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L261xH372/11-5-0674a.jpg>

Six mois plus tard, l'explosion est là. L'intervention a eu lieu. L'armée israélienne est intervenue massivement à Gaza en se gardant bien toutefois de réoccuper la zone. Le prétexte était d'empêcher le tir de roquettes peu efficaces. Le résultat en nombre de victimes est sans relation avec ce type de menace.

Malgré toutes les promesses du gouvernement Olmert, le blocus tant financier que routier est toujours en place. Et la Palestine meurt. L'alternance politique que l'on pouvait espérer n'a pas eu lieu. Il ne s'agissait pas de penser que cela changerait quoi que ce soit en profondeur. On pouvait espérer qu'un semblant de calme pourrait s'installer et permettre au Palestiniens de souffler un peu. Il n'en a rien été.

Dans mon analyse passée j'ai fait preuve de myopie. Je n'avais pas intégré le fait que les partis politiques en présence étaient des structures pré-étatiques. Chacun possède une bureaucratie et un bras armé qui a vocation d'être à la fois police et armée.

En plus, chaque structure politico-étatique possède sa zone géographique d'influence : Le Fatah en Cisjordanie, et le Hamas à Gaza.

Chaque parti a investi à son compte les bribes de l'Etat palestinien naissant. Par clientélisme et recherche de sécurité ils ont chacun de leur côté transformé leurs forces militaires partisans en forces armées régulières.

Dans cette situation, l'alternance ne peut se faire que sur la liquidation totale de l'autre. Un de ces deux structures à vocation étatique est en trop.

En l'absence d'une situation économique régulière, la mise au rencart d'un des deux groupes signifie pour ses membres la plongée dans une misère encore plus grande. Dans l'autre sens une fusion des groupes armés en un organisme militaro-policiier serait une charge financière beaucoup trop importante pour ce micro Etat. Pourtant ce sera probablement le prix à payer pour le retour de la paix intérieure, préalable à toute négociation ultérieure avec Israël.

}}